



LA VOIX DE LA NÉGO

18 février 2014

LE RESPECT SE GAGNE DE CHAUDES LUTTES

Par Guy Ferland, professeur de philosophie

Depuis près de 25 ans, nos conditions de travail se dégradent et notre enseignement est alourdi par d'innombrables tâches connexes non reconnues. Notre pouvoir d'achat diminue comme neige au soleil pendant que les réunions de toutes sortes se multiplient et que notre tâche se complexifie avec des étudiants plus nombreux, avec ou sans besoin particulier.

Le discours dominant depuis la fin des années 80 stipule que les grèves ne servent à rien et que les patrons et le gouvernement ont toujours raison de rationaliser les entreprises et la gestion des finances publiques. De plus, l'opinion publique est contre les syndicats en général et les professeurs gâtés par le système en particulier.

Au nom de ce discours, nous devrions toujours nous sentir gênés de demander que notre travail soit reconnu à sa juste valeur et nous ne devrions jamais entraver le fonctionnement du système d'éducation pour le bien-être de nos étudiants.

Chaque fois que des moyens de pression sont envisagés pour protester contre la dégradation de nos conditions de travail, on revient avec ce sempiternel discours dominant des grèves qui ne servent à rien, que l'opinion publique sera contre nous et que d'autres travailleurs vivent des situations pires que les nôtres.

Cela fait 30 ans que plus aucun moyen de pression lourd n'a été adopté dans le secteur public avec comme résultat que les conditions de travail du secteur privé sont désormais plus avantageuses sous bien des aspects.

Les jeunes nous ont montré au printemps 2012 que les moyens de pression importants étaient les seuls à avoir de l'impact même lorsque l'opinion publique n'était pas du bord des grévistes.

Allons-nous continuer à écouter le discours de la servitude volontaire en participant à toutes les instances non reconnues par le Conseil du trésor sous prétexte que nous faisons déjà ce travail non rémunéré? Allons-nous protester seulement les fins de

semaine en coupant encore dans nos temps libres pour ne pas perturber les réunions non reconnues sous prétexte que nous devons être là pour le bien des étudiants?

Si nous voulons que les autres nous respectent, il faudrait d'abord se respecter soi-même et ne plus accepter la dévalorisation de notre profession de la part de nos employeurs en continuant à travailler bénévolement au nom de quelques idéaux pédagogiques ou parce que nous devons participer aux multiples réunions non reconnues pour le bien de nos étudiants.

Dans les années 60 et 70, les professeurs avaient de meilleures conditions de travail parce qu'ils n'avaient pas peur des moyens de pression lourds et qu'ils voulaient donner l'exemple aux autres employés de l'État et du secteur privé. C'est ce que les jeunes ont compris au printemps 2012.

Inspirons-nous de ces jeunes qui n'ont pas eu peur de perturber l'ordre public pour qu'on les respecte. Ils tracent peut-être les voies de l'avenir, même s'ils ont emprunté un chemin que certains qualifient de passéiste.